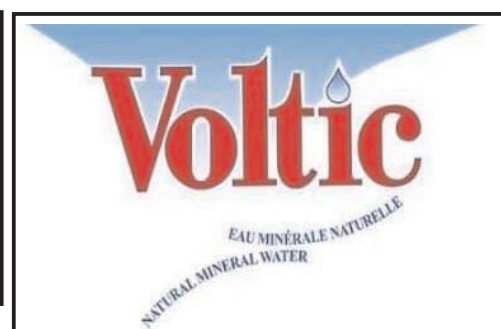
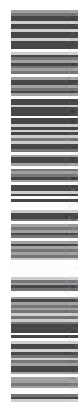




Ni à gauche ni à droite même pas au centre



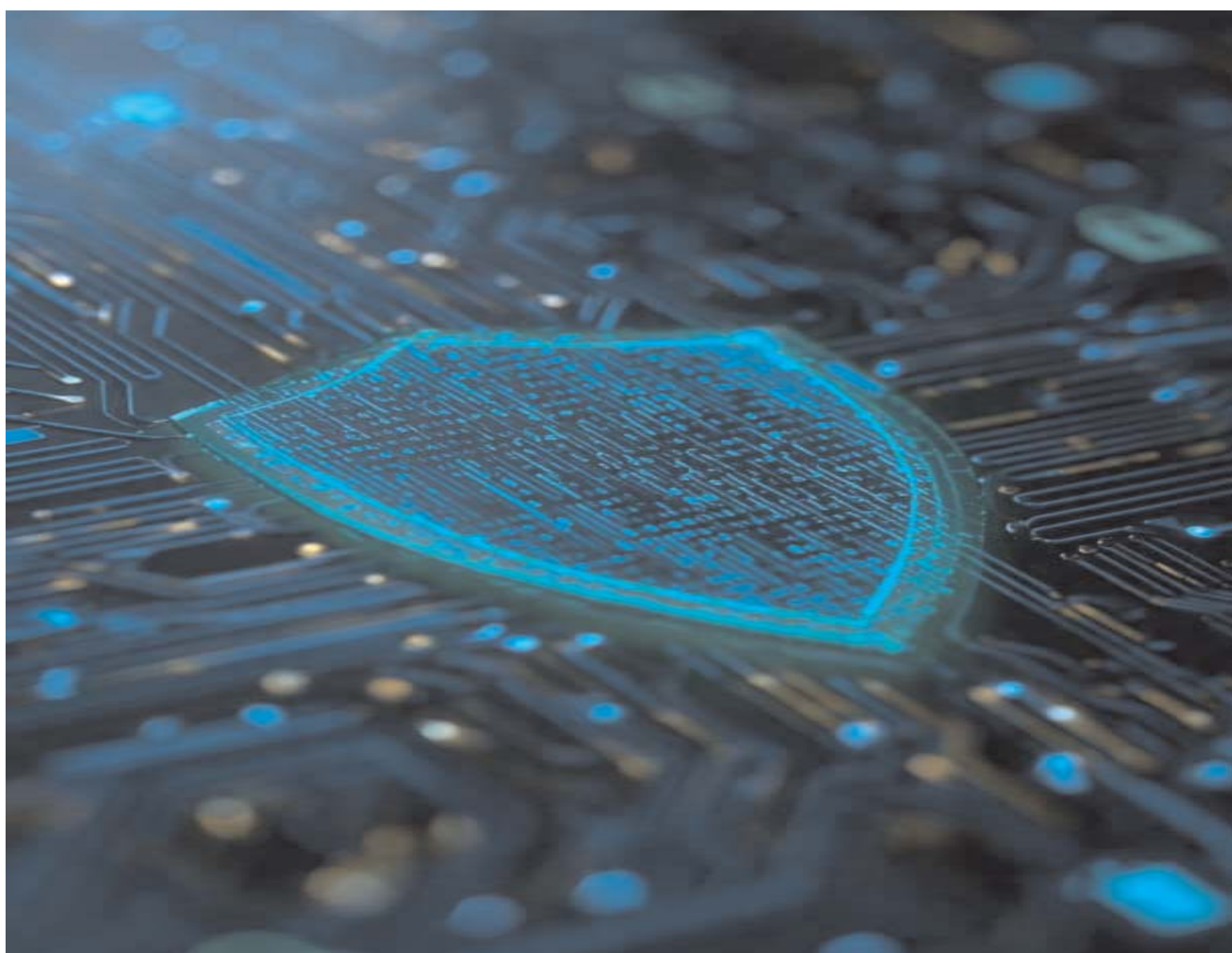
Prix 250 fcfa



Le Libéral

N°789

Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion Mercredi 29 Juillet 2026



CYBERSÉCURITÉ AU TOGO : P.4
333 000 incidents neutralisés en 4 ans,
l'État muscle son bouclier numérique

Secteur agricole au Togo :

Bilan 2025 de la Feuille de Route Gouvernementale P.5



Togo :
Pourquoi une Feuille de Route vision 2040 ? P.3

Éducation au Togo :
Lancement officiel de la révision du Plan Sectoriel pour les 10 prochaines années P.3

OMS :
La santé mentale au cœur d'un atelier, à Lomé P.6&7



FIL 2026 :

Le CETEF réduit le prix des stands pour booster jeunes et femmes entrepreneurs P.2



FIL 2026 : Le CETEF réduit le prix des stands pour booster jeunes et femmes entrepreneurs

Le message est clair à 4 mois de la Foire Internationale de Lomé : entreprendre ne doit plus coûter cher.

Pour la 4^e année consécutive, le Centre togolais des expositions et foires - CETEF TOGO 2000 casse les prix. Dans un communiqué du 24 juillet 2026, l'institution annonce une réduction exceptionnelle de 70% sur les stands de l'étage du pavillon Agoè.

150 000 FCFA au lieu de 500 000 FCFA : l'accès devient 3 fois moins cher

Concrètement, les femmes entrepreneurs et les jeunes porteurs de projets pourront exposer pour 150 000 FCFA seulement, contre

500 000 FCFA le tarif normal.

L'objectif : faire tomber la barrière du coût. Le CETEF veut que les petites entreprises, les startups et les artisanes puissent se payer une place à la FIL, gagner en visibilité, tester leurs produits et décrocher de nouveaux clients et partenaires.

Une mesure ciblée pour dynamiser l'économie locale

Cette baisse massive s'inscrit dans la mission du CETEF : promouvoir l'entrepreneuriat féminin et des jeunes.

Placé sous la tutelle du ministère du Commerce, le centre mise sur cette facilité d'accès pour remplir les allées de la FIL de nouveaux visages et de nouvelles offres.

Car exposer à la FIL, ce n'est pas juste "être présent". C'est vendre, réseauter, signer des contrats et faire connaître sa marque devant des milliers de visiteurs et d'investisseurs venus de toute la sous-région.

Rendez-vous du 27 novembre au 13 décembre 2026

La 21^e Foire Internationale de Lomé se tiendra du 27 novembre au 13 décembre 2026 autour du thème : « Lomé, hub du commerce et des investissements en

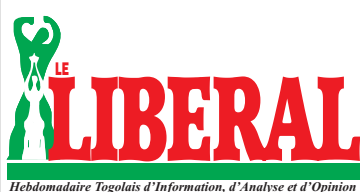
Afrique ».

Attention, les places à prix réduit sont limitées.

Les réservations sont ouvertes jusqu'au 30 septembre 2026, uniquement sur la plateforme numérique e-FIL. Premier arrivé, premier servi.

Le directeur général du CETEF, Alexandre de Souza, résume l'ambition en 3 mots : « Entreprendre. Exposer. Réussir. »

Avec cette réduction de 70%, le CETEF donne aux jeunes et aux femmes les moyens d'y arriver. Reste à transformer cette opportunité en véritables débouchés commerciaux pour l'économie togolaise. ■■



Récapissé N°0416/23/12/10/HAAC
du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication

PETCHEZI P. D. Fabrice

Comité de Rédaction

PETCHEZI Fabrice

Alain TCHEDRE

Prosper AWIH

Dick MESSAN (Stagiaire)

Cyrille SABLASSOU

Correcteur

S. Didier

Infographie

JPB

Adresse

Route du Contournement CEDEAO,

Agoè Démapoè, non loin des rails

Tél: +228 90 15 87 53

+228 22 42 83 46

13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie

SDR

Tirage

1000 exemplaires

Togo : Pourquoi une Feuille de Route vision 2040 ?

Un pays ne se transforme pas à coups d'urgences. Il se construit dans la durée, avec une boussole. C'est exactement le sens de la démarche engagée par le Togo : se doter d'une Feuille de route gouvernementale 2026-2031 et d'une projection à plus long terme appelée « Vision 2040 ».*

Le 11 juin 2026, à Djamdè dans la préfecture de la Kozah, le président du Conseil, Faure Gnassingbé, a réuni le gouvernement pour un séminaire entièrement dédié à la transformation économique et sociale. Objectif : boucler le prochain cycle de planification et dessiner le Togo des 15 prochaines années. Car un développement durable ne s'improvise pas.

Donner une direction et de la cohérence à l'action publique

Gouverner sans plan, c'est piloter à vue. Une feuille de route, c'est l'inverse : elle fixe les priorités nationales, hiérarchise les investissements, définit des objectifs mesurables et aligne toutes les ressources autour d'une vision commune.

Sans cela, les politiques

publiques s'éparpillent. Elles deviennent réactives et déconnectées des besoins réels.

Avec une planification, l'État peut coordonner ses efforts sur l'essentiel : infrastructures, éducation, santé, agriculture, emploi, transition énergétique. La feuille de route devient le pont entre l'ambition politique et sa mise en œuvre concrète sur le terrain.

Penser le court terme et le long terme en même temps

La Feuille de route 2026-2031 est l'outil opérationnel. Elle dit ce qu'on fait maintenant, dans les 5 prochaines années, pour produire des résultats concrets.

La Vision 2040 élargit le regard. Elle oblige à se projeter et à anticiper les grandes mutations : économiques, technologiques, sociales et

environnementales.

Quelle économie voulons-nous bâtir ? Comment créer plus d'emplois décents ? Comment réduire durablement la pauvreté ? Quel système éducatif pour les métiers de demain ? Comment rendre le Togo plus compétitif tout en protégeant la cohésion sociale ?

Prévoir à 2040, c'est donc agir plus efficacement dès aujourd'hui.

Transformer la croissance en progrès pour les citoyens

Les grands projets ne donnent pas de résultats en 6 mois. Bâtir une industrie compétitive, former le capital humain, désenclaver les territoires ou moderniser les infrastructures demande du temps, de la stabilité et de la continuité.



La planification sécurise ce travail de fond. Elle donne aussi de la lisibilité : aux investisseurs, aux partenaires techniques et financiers, aux collectivités locales. Tout le monde peut aligner ses actions sur les mêmes priorités nationales. Au-delà des chiffres du PIB, une vision nationale a une portée collective. Elle donne un cap partagé. Elle garantit que la croissance économique se traduise en écoles mieux équipées, en hôpitaux plus proches, en emplois et en meilleures conditions de vie.

En lançant simultanément

une feuille de route quinquennale et une Vision 2040, le Togo fait le choix du temps long. Le choix de ne pas subir les événements, mais de les préparer.

Le développement, ce n'est pas seulement empiler des projets. C'est surtout savoir où l'on veut aller, organiser le chemin pour y arriver, et donner du sens aux transformations que l'on engage.

Une feuille de route, pour le Togo, c'est cela : la capacité à construire l'avenir au lieu de le subir.

■ ■

RG

Éducation au Togo : Lancement officiel de la révision du Plan Sectoriel pour les 10 prochaines années

Le Togo amorce une étape décisive pour son système éducatif. Le ministère de l'Éducation nationale a lancé ce mardi 23 juillet 2026, à Lomé, le processus de révision du Plan Sectoriel de l'Éducation (PSE), avec l'appui de l'UNICEF et des autres partenaires techniques et financiers. Ce document stratégique définira les grandes orientations et les investissements du secteur pour la prochaine décennie.

Une concertation nationale pour repenser l'école togolaise

La cérémonie de lancement a mobilisé un large éventail d'acteurs : membres du gouvernement, partenaires au

développement, organisations de la société civile, secteur privé, confessions religieuses, responsables techniques, enseignants et apprenants. Objectif : ouvrir un chantier de réflexion collective afin

d'identifier les priorités qui façonneront l'école togolaise jusqu'en 2036.

Véritable feuille de route du secteur, le PSE arrive à une phase de révision dans un contexte de réformes continues. Les travaux permettront d'évaluer les



résultats obtenus, de mesurer les disparités régionales persistantes et d'intégrer les nouvelles réalités économiques,

technologiques, sociales et environnementales. Les données issues de cette analyse serviront à bâtir

Suite à la page 4

Cybersécurité au Togo : 333 000 incidents neutralisés en 4 ans, l'État muscle son bouclier numérique

Chaque paiement mobile, chaque démarche administrative en ligne, chaque connexion : le numérique s'impose dans le quotidien des Togolais. Et avec lui, un nouveau champ de bataille. Celui de la cybersécurité. Conscient de l'enjeu, le Togo a accéléré la cadence. Entre 2021 et 2024, l'Agence nationale de la cybersécurité - Ancy a recensé et traité plus de 333 000 incidents. Un chiffre qui dit deux choses : les menaces augmentent, mais la capacité du pays à les détecter et à y répondre aussi.

En 2021, l'Ancy enregistrait 39 168 incidents. En 2024, ce nombre grimpe à 181 088 incidents traités.

Cette forte hausse n'est pas uniquement le signe d'un internet plus dangereux. Elle montre surtout que davantage de systèmes sont désormais surveillés, que plus de tentatives d'attaques sont identifiées, et que la riposte est plus rapide, avant que les dégâts ne soient faits.

Sans sécurité, pas de transformation digitale durable. C'est le postulat du gouvernement.

Banques, hôpitaux, services publics, entreprises, plateformes de e-commerce : tous reposent sur des infrastructures connectées. La capacité de l'État à anticiper et à intervenir devient donc un pilier de stabilité économique.

L'objectif est concret : limiter les coupures de services, réduire les fraudes, et protéger les données personnelles traitées chaque jour.

Car les cibles changent. Les hackers ne s'attaquent plus seulement aux grandes institutions. Ils visent désormais le citoyen : vol de données, hameçonnage, usurpation d'identité, piratage de comptes WhatsApp ou Mobile Money, diffusion

de fausses informations.

En renforçant son dispositif, l'État cherche à sécuriser ces usages du quotidien. Dans un pays où les paiements électroniques et les téléprocédures prennent de plus en plus de place, la cybersécurité devient un enjeu de confiance et de qualité de vie.

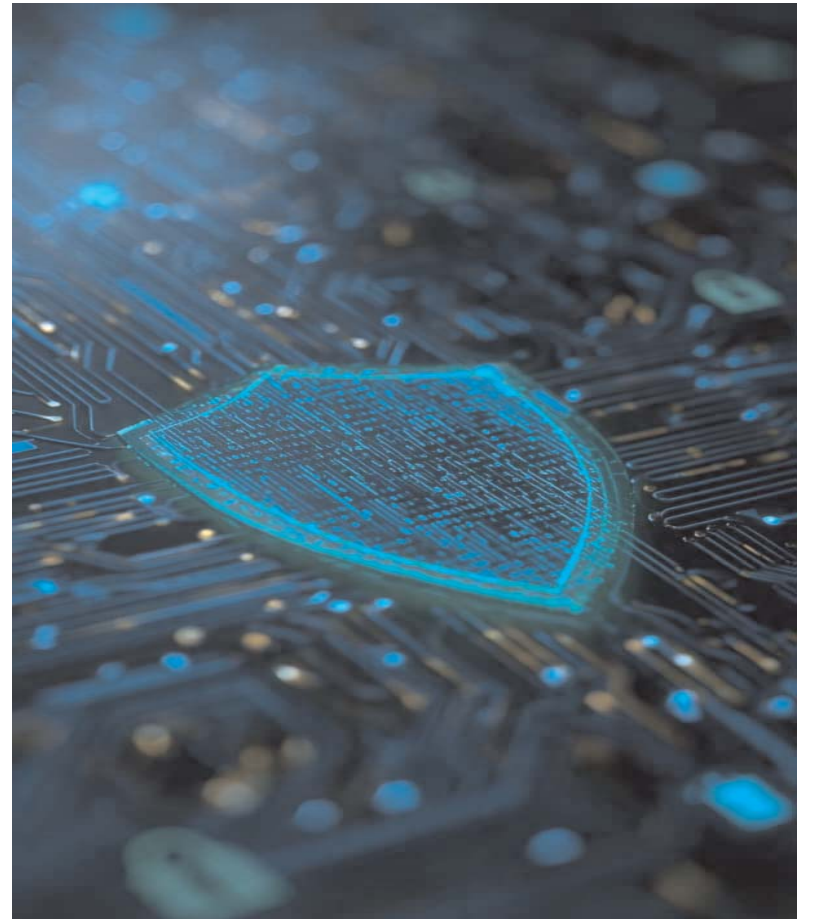
L'ambition va au-delà du simple traitement des attaques. Le Togo veut bâtir un écosystème numérique résilient.

Cela passe par le développement de la veille technologique, la

coordination entre institutions, et l'instauration d'une véritable culture de la sécurité numérique. L'idée : ne plus seulement subir, mais prévoir.

C'est dans cette vision que s'inscrit la stratégie gouvernementale : faire du numérique un moteur de modernisation, sans sacrifier la confiance des utilisateurs.

Le bilan 2021-2024 le résume : plus de 333 000 menaces détectées et gérées. Autant de preuves que les risques sont réels, mais aussi que la réponse



nationale gagne en solidité.

À l'heure où la sécurité numérique devient une condition du développement, le Togo fait le choix d'investir.

Investir pour protéger les citoyens, sécuriser l'économie, et garantir l'avenir du pays dans un monde de plus en plus connecté. ■■■

La rédaction

Éducation au Togo : Lancement officiel de la révision du Plan Sectoriel pour les 10 prochaines années

Suite de la page 3

un plan plus réaliste, ciblé et fondé sur des preuves.

Miser sur la qualité, l'équité et la durabilité

Le futur PSE intégrera les projections du modèle de simulation financière pour garantir une planification rigoureuse des ressources et la durabilité des réformes. Il sera aligné sur les priorités nationales de développement et sur l'ODD 4, qui promeut une éducation inclusive, équitable et de qualité pour tous.

Pour le ministre de l'Éducation nationale, Mama Omorou, cette révision est « une étape déterminante pour renforcer les performances du système éducatif et mieux répondre aux attentes des apprenants, des enseignants et des communautés ». Il ajoute : « Le



nouveau Plan Sectoriel de l'Éducation devra traduire notre ambition collective de faire de l'école togolaise un véritable levier de développement humain et social. »

Les partenaires saluent un processus inclusif

Au nom des partenaires techniques et financiers, Dr Erinna Corinne Dia, Représentante Résidente de l'UNICEF au Togo, a salué

l'engagement du gouvernement à conduire une démarche participative. « La révision du Plan Sectoriel de l'Éducation nous offre une occasion unique de bâtir un système éducatif plus inclusif, plus résilient et plus performant, capable de répondre aux

aspirations de chaque enfant et aux ambitions du Togo », a-t-elle déclaré.

À travers cette révision, le Gouvernement togolais et ses partenaires réaffirment que l'éducation reste un droit fondamental et un investissement stratégique pour préparer les générations futures à porter le développement du pays. ■■■

PF.

Secteur agricole au Togo : Bilan 2025 de la Feuille de Route Gouvernementale

En 2025, l'agriculture reste le socle de l'économie togolaise. Elle occupe 65% de la population active et contribue à 22,8% du PIB. Avec 3,4 millions d'hectares de terres cultivables, un climat tropical et une grande diversité de productions, le Togo avait les atouts. La Feuille de Route Gouvernementale 2020-2025 a eu pour ambition de transformer ces atouts en richesse et en emplois. Cinq ans plus tard, le bilan est celui d'une modernisation en marche.

Structurer la terre et sécuriser le foncier : la révolution des ZAAP

Le premier verrou était le morcellement et l'insécurité foncière. La réponse de l'État : les ZAAP - Zones d'Aménagement Agricole Planifié.

Le principe : regrouper, sécuriser et aménager les terres en blocs productifs. Résultats 2020-2025 :
- Plus de 193 ZAAP créées, libérant 35 300 hectares de terres hautement productives.
- 2 600 hectares de bas-fonds et 340 hectares de périmètres irrigués pour le riz aménagés.

L'impact est visible sur le terrain. À Momé Hagou dans le Vo, les parcelles sont structurées, suivies, et la production est mieux organisée. La cartographie et l'enregistrement des parcelles ont réduit les conflits et donné confiance aux producteurs pour investir.

Cap 2030 : Mise à niveau de 231 ZAAP existantes, création de 169 nouvelles ZAAP pour couvrir tous les cantons, et 6 000 hectares de bas-fonds supplémentaires.

Mécaniser et rendre l'agriculture attractive pour les jeunes. La pénibilité du travail freinait la jeunesse. Les CRMA - Centres Régionaux de Mécanisation Agricole changent la donne.

Acquis :

- 2 centres pilotes



opérationnels : Tchitchao pour la Kara et Kpalimé pour les Plateaux Ouest.

- 400 nouveaux tracteurs introduits et 300 tractoristes formés.

- Création d'Entreprises Cantonales de Travaux Mécanisés - ECTM en cours.

Là où il fallait des jours pour labourer 1 hectare, quelques dizaines de minutes suffisent désormais. Objectif : 4 CRMA supplémentaires, 42 ECTM, et distribution de 66 motoculteurs, moissonneuses et chaînes derizerie.

Maîtriser l'eau et sécuriser les rendements

Face au changement climatique, l'eau est devenue une "assurance". Bilan 2020-2025 :

- 3 000 kits d'irrigation à pompage solaire distribués à prix subventionné.

- 524 forages réalisés.

- 1 200 hectares de périmètres irrigués aménagés.

- Réhabilitation programmée de 47 retenues collinaires.

Résultat : des producteurs passent d'un cycle à 2 ou 3 récoltes par an et réduisent leur

dépendance à la pluie.

Intrants, recherche et digitalisation : produire mieux

La productivité passe par la qualité.

- 126 000 tonnes d'engrais mobilisées chaque année pour un besoin de 85 000 tonnes, vendues à prix subventionné via un réseau passé de 105 à 440 points de vente.

- 560 tonnes de semences de base de maïs produites.

- ITRA a mis au point des variétés plus résistantes et adaptées au climat togolais.

Côté encadrement : 784 conseillers agricoles déployés sur tout le territoire, 7 500 coopératives immatriculées et 190 200 producteurs leaders formés. Le numérique s'invite avec 3 plateformes : e-agricole+, RésoAdvice et SIHAM pour l'agrométéorologie.

Transformer sur place et conquérir les marchés. Produire ne suffit plus. Il faut transformer.

Transformer sur place et conquérir les marchés. Produire ne suffit plus. Il faut transformer.

Le fer de lance est l'Agropole de Kara :

Agroparc en construction, 7 centres de

transformation agroalimentaire - CTA et 85 ZAAP en exploitation. 4 entreprises de référence ont signé : EVAME, SITRAPAT, DABA S.A. et WESTBRIDGE.

Deux autres agropoles sont à l'étude : Haut Mono et Maritime. Objectif national : 10 agropoles à l'horizon 2030.

Pour sécuriser la qualité export, le LaNSA - Laboratoire National de Sécurité Sanitaire et Phytosanitaire des Aliments est opérationnel.

Parallèlement, 493 promoteurs et 13 TPME agroalimentaires ont été formés et accompagnés.

Financer et assurer le monde rural

Le financement était le talon d'Achille. 20 milliards FCFA ont été mobilisés en crédits, intrants et subventions via des conventions avec 10 banques : BIA, ECOBANK, UTB, ORABANK, FUCEC...

Le Togo a aussi souscrit à l'assurance souveraine ARC contre la sécheresse. Un fonds de développement agricole est prévu pour les 5 prochaines années.

Élevage et formation : vers la souveraineté

La couverture sanitaire a touché 12,5 millions d'animaux. Des abattoirs modernes ont été construits à Tsévié, Kpalimé, Atakpamé, Sokodé, Kara et Dapaong.

Le marché à bétail de Cinkassé se positionne comme carrefour régional.

Côté formation, les IFAD - Instituts de Formation en Alternance pour le Développement se multiplient. L'IFAD-Élevage de Barkoissi forme déjà les premières promotions avec sa laiterie de 600 à 1000 litres/jour et son projet d'insémination artificielle.

Un secteur en transition

Entre 2005 et 2020, la production de maïs avait déjà augmenté de 113% et celle de riz de 53%. La Feuille de Route 2020-2025 consolide cette dynamique.

Les acquis majeurs : sécurisation foncière via les ZAAP, mécanisation, maîtrise de l'eau, accès aux intrants, professionnalisation des coopératives, début de transformation locale.

Les chantiers à venir : généraliser les ZAAP d'excellence, intensifier l'agriculture contractuelle, déployer les 10 agropoles, renforcer le financement et la résilience climatique.

L'ambition est désormais claire : passer d'une agriculture de subsistance à une agriculture productive, compétitive et créatrice de valeur pour les producteurs. Le Togo ne veut plus seulement cultiver. Il veut transformer, vendre et exporter. ■■■

LR.

Organisation ouest-africaine de la santé (OOAS): Prof Vincent Pitche, nouveau DG

Une nouvelle page s'ouvre pour l'Organisation Ouest-Africaine de la Santé (OOAS). À l'issue des décisions prises par les instances dirigeantes de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Togolais Prof Vincent Palokinam Pitche a été nommé Directeur général de l'institution sanitaire régionale pour un mandat de quatre ans. Il succède au Béninois Dr Melchior Athanase Joël Codjovi Aïssi.

Une transition stratégique pour la santé régionale
Cette passation de service intervient alors que l'OOAS doit consolider les acquis des dernières années et faire face à de nouveaux défis de santé publique. Bras technique de la CEDEAO en matière de santé, l'Organisation coordonne les politiques sanitaires régionales, appuie la prévention et la riposte aux épidémies, et accompagne le renforcement des systèmes de santé des 15 États membres.
Du CNLS à l'OOAS : un parcours au service de la santé publique
Avant cette nomination, le Prof Vincent Palokinam Pitche occupait le poste de Secrétaire Permanent du Conseil National de Lutte contre le Sida (SP/CNLS) au Togo. Une expérience qui lui confère une connaissance fine des enjeux de coordination multisectorielle, de mobilisation des partenaires et de pilotage des programmes de santé à grande échelle.
Prof Vincent Pitche face à des attentes fortes
Le nouveau Directeur général prend ses fonctions dans un contexte marqué par des défis persistants : épidémies récurrentes, impact du changement climatique sur la santé, financement des systèmes sanitaires et accès équitable aux soins. Son mandat de quatre ans sera scruté sur plusieurs fronts : accélération de l'intégration sanitaire régionale, renforcement



de la surveillance épidémiologique, sécurité sanitaire et mobilisation accrue de ressources pour les programmes de santé. Cap sur la continuité et l'innovation
Avec cette nomination, la CEDEAO entend assurer la continuité de l'action de l'OOAS tout en insufflant une nouvelle dynamique. Le Prof Vincent Palokinam Pitche devra poursuivre les chantiers ouverts par son prédécesseur et imprimer sa vision pour une Afrique de l'Ouest plus résiliente face aux crises sanitaires. Cette transition à la tête de l'institution confirme la volonté de la CEDEAO de maintenir le cap en faveur de la santé des populations ouest-africaines. ■ ■ ■
LR

OMS : La santé mentale au cœur d'un atelier, à Lomé

En prélude au 7^e Sommet ministériel mondial sur la santé mentale prévu en 2027 au Rwanda, un atelier d'apprentissage inter-pays pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre s'est ouvert ce mercredi 15 juillet 2026 à l'hôtel Sarakawa de Lomé. Organisé par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) autour du thème « Accélérer les progrès vers les objectifs 2030 de la Région africaine en matière de santé mentale », cet atelier vise à mieux préparer les pays de la Région africaine à participer efficacement au prochain sommet mondial.

La santé mentale fait partie intégrante de la santé et du bien-être général. C'est un droit humain fondamental qui permet à chacun de réaliser pleinement son potentiel. Dans la Région africaine, les troubles de santé mentale touchent environ 150 millions de personnes. Malgré les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Cadre régional visant à renforcer le Plan d'action global pour la santé mentale 2013-2030 (AFR/RC72/5), des défis importants persistent. La Région n'est pas en voie d'atteindre les cibles fixées pour 2030. D'où l'importance de ce sommet ministériel, qui constitue une occasion de plaider pour la promotion, la prévention, le traitement et les soins en matière de santé mentale.
Réunissant des experts techniques des ministères de la Santé, des représentants de l'OMS chargés de la santé mentale dans chaque pays, ainsi que des personnes ayant une expérience vécue des troubles psychiques, l'atelier poursuit plusieurs



objectifs. Il s'agit notamment de sensibiliser aux charges et aux répercussions des troubles de santé mentale dans la sous-région, de partager les expériences, les réalisations et les meilleures pratiques des pays, et de discuter des défis qui freinent l'atteinte des objectifs régionaux de 2030 ainsi que des opportunités pour accélérer les progrès. Les participants devront également élaborer des feuilles de route sous-régionales claires en vue d'atteindre ces objectifs et aborder les questions émergentes et les stratégies pour renforcer les systèmes de santé mentale face aux nouveaux défis.
Dans son allocution, le Dr Nourou Amadou, représentant résident de l'OMS au Togo, a d'abord salué le leadership du gouvernement togolais. Il a souligné l'investissement du pays dans le capital humain et l'inclusivité, qui témoigne d'un engagement indéfectible pour la santé de la population, en particulier la santé mentale. Il en veut pour preuve l'élaboration et la mise en œuvre, depuis 2024, du Plan Stratégique de la Santé Mentale (PSSM) visant à décentraliser l'accès aux soins. Il a ensuite réaffirmé l'engagement de l'OMS à œuvrer aux côtés des États membres pour accompagner la mise en œuvre des soins de santé primaires et offrir des environnements favorables à la santé

Suite à la page 7

Lomé, une plateforme aéroportuaire de premier plan au service de l'Afrique ASKY réceptionne deux nouveaux Boeing 737 MAX 8 et renforce le hub de Lomé

Dans le cadre de la vision du Président du Conseil, SEM Faure Essozimna Gnassingbé, de faire du Togo un hub logistique performant en s'appuyant sur le secteur privé, la compagnie aérienne panafricaine ASKY franchit une nouvelle étape majeure de son développement.

La compagnie a réceptionné deux nouveaux Boeing 737 MAX 8 au cours du mois de juillet 2026, renforçant ainsi son engagement en faveur de l'excellence opérationnelle et d'une connectivité durable à travers l'Afrique. Le premier appareil, immatriculé ET-BCJ, est arrivé à Lomé le 5 juillet 2026, suivi du second, ET-BCK, le 16 juillet 2026. Tous deux sont configurés avec 16 sièges en Classe Affaires et 144 sièges en Classe Économique, offrant un confort supérieur aux passagers tout en établissant de nouveaux standards en matière d'efficacité énergétique et de réduction des émissions de CO₂.

Grâce à cette acquisition, la flotte d'ASKY compte désormais 17 appareils, dont 8 Boeing 737 MAX 8. La compagnie confirme ainsi sa volonté d'exploiter l'une des flottes les plus jeunes et les plus économes en carburant de la région.

Pour le Directeur général d'ASKY, M. Esayas Woldemariam Hailu, « cette réception constitue une

démonstration forte de notre résilience et de notre vision à long terme. Elle reflète la confiance de nos partenaires stratégiques, l'engagement remarquable de nos équipes ainsi que l'environnement particulièrement favorable créé par le Gouvernement togolais, qui œuvre sans relâche pour faire de Lomé une plateforme de référence pour l'aviation et la logistique en Afrique. Ces nouveaux appareils renforceront la fiabilité de nos opérations, permettront l'ouverture de nouveaux marchés et offriront à nos passagers l'expérience de voyage fluide et de qualité qu'ils attendent de nous, en même temps que nous poursuivons notre mission de connecter l'Afrique. »

Cette capacité supplémentaire permettra d'augmenter les fréquences sur plusieurs lignes à forte demande et d'accompagner le lancement de la nouvelle liaison directe Lomé-Kano, au Nigéria, à compter du 5 août 2026. Cette nouvelle route contribuera au renforcement des échanges

commerciaux et de la mobilité au sein de la sous-région ouest-africaine.

Du côté du gouvernement, M. Comla Kadjé, ministre des Transports, du Désenclavement et des Pistes rurales, estime que « l'expansion de la flotte d'ASKY est une excellente nouvelle pour le Togo et pour l'Afrique. À travers ses efforts de croissance, ASKY s'inscrit pleinement dans la vision du Président du Conseil, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, qui est de faire de Lomé un hub de transport aérien de l'Afrique de l'Ouest. Le Gouvernement togolais demeure engagé à accompagner ASKY dans sa mission de renforcer l'intégration régionale, de favoriser la mobilité et de stimuler le développement économique du continent. »

Grâce à ces nouvelles acquisitions, ASKY se positionne favorablement pour accompagner la croissance de la demande du transport aérien, tout en consolidant son rôle de catalyseur de l'intégration



économique africaine grâce à une flotte moderne, éco-performante et à un réseau en constante expansion.

À propos d'ASKY

ASKY, la Compagnie Aérienne Panafricaine, est une entreprise commerciale de droit privé qui exerce ses activités selon un modèle économique fondé sur la durabilité, la performance et la rentabilité. Son capital est détenu par de grandes institutions financières régionales, notamment la BIDC, la BOAD, le Groupe Ecobank, Ethiopian Airlines, ainsi que l'État togolais. ASKY bénéficie du partenariat technique stratégique d'Ethiopian Airlines, lui permettant de

s'appuyer sur une expertise reconnue mondialement en matière d'exploitation aérienne. Dirigée par des professionnels africains expérimentés du secteur de l'aviation, la compagnie dessert 30 destinations dans 27 pays africains grâce à une flotte moderne de 17 appareils. Profondément engagée en faveur de l'intégration du continent, ASKY contribue activement au renforcement de la connectivité intra-africaine, au développement du tourisme et à la croissance économique. La compagnie opère en toute autonomie, selon une approche résolument commerciale, orientée vers les besoins du marché et l'excellence opérationnelle. ■■■

OMS : La santé mentale au cœur d'un atelier, à Lomé

Suite de la page 6

mentale.

Durant quatre jours, les participants échangeront sur des sujets liés au Cadre régional AFR/RC72/5, notamment les analyses du paysage de la santé mentale par pays, la sensibilisation et la lutte contre la stigmatisation, les approches de prévention et de promotion du bien-être, l'élaboration de politiques et de stratégies nationales, l'amélioration de l'accès aux services de santé mentale et le financement durable des

systèmes et services de soins.

Représentant le ministre de la Santé, de l'Hygiène publique et de l'Accès universel aux soins, le Dr Kokou Wotobe, secrétaire général du ministère, a exprimé la reconnaissance du Togo à l'OMS pour son leadership. Il a remercié les organisations présentes et confié à la presse que l'objectif du Togo est d'élargir la couverture et l'accès à des services de santé mentale de qualité, en mettant l'accent sur le

renforcement des services aux niveaux primaire et communautaire. Il a rappelé que « la santé mentale n'est pas un luxe ni un supplément d'âme, mais une composante fondamentale du droit humain ».

Cette rencontre de Lomé est la dernière d'une série de deux réunions organisées par le Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique. La première s'est tenue en mai et réunissait les pays d'Afrique australe et orientale.

Mizou

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

Corruption, arnaque ou mauvaise conduite ?

Ne vous taisez plus. DENONCEZ-LES !

Appelez gratuitement

8280

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

27 NOV

13 DEC

2026

FOIRE

INTERNATIONALE

DE LOME

Foire de toutes les opportunités

**RÉSERVEZ
VOTRE STAND**

**POUR LA FOIRE
INTERNATIONALE
DE LOMÉ**

**JUSQU'AU
30 SEPT**



**CETEF
TOGO-2000**
CENTRE TOGOLAIS D'EXPOSITIONS ET DE FOIRES



+228 92 69 54 79



www.cetef.tg



cetef

